

# La mévente du riz local dans la vallée du fleuve (2025-2026) et le rôle de la commande publique

État des lieux au début juillet 2026 — stocks invendus, causes et plan d'urgence de l'État

Auteur : **Baitir Ndoye, Ph.D.**

REFT Institute, Inc. · Centennial, CO, USA

REFT Africa · Dakar, Senegal

July, 2026

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE · Executive Summary

La filière rizicole de la vallée du fleuve traverse une crise d'écoulement sévère alors qu'elle vient de battre des records de production : en juin 2026, environ **335 000 tonnes** de riz et de paddy demeuraient invendus. Le paradoxe est net — la Vallée produit, mais le marché n'absorbe pas.

Trois causes se conjuguent : la concurrence du riz importé (près de 1,39 Mt en 2025), l'échec des dispositifs d'écoulement et un étranglement financier des producteurs et des transformateurs. En réponse, l'État a arrêté début juillet 2026 un **plan d'urgence** (suspension temporaire des importations, subvention de 50 FCFA/kg, achat public d'environ 9 000 t, mémorandum État-commerçants).

Ces mesures traitent le symptôme mais ne créent pas la demande stable qui sécuriserait la filière. Le maillon décisif reste la **commande publique institutionnelle** — contractualisée sur plusieurs années, adossée à une norme de qualité opposable et pilotée par un observatoire de filière. **La souveraineté rizicole se gagnera par une gouvernance où la demande publique devient un instrument permanent de régulation, et non un pansement de crise.**

## 1. Le paradoxe : production record, mévente massive

La filière rizicole de la vallée du fleuve Sénégal traverse une crise d'écoulement sévère alors même qu'elle vient de battre des records de production. En juin 2026, environ 335 000 tonnes de riz et de paddy demeuraient invendus, dont plus de 35 000 tonnes de riz blanc (*L'Observateur, 2026 ; Ndar Info, 2026*). Selon le Comité interprofessionnel du riz (CIRIZ), les dernières campagnes ont produit près de 729 000 tonnes de paddy, soit environ 448 000 tonnes de riz blanc (*CIRIZ / APS, 2026*). À ces volumes s'ajoutait, au moment de l'alerte, l'arrivée d'environ 290 000 tonnes provenant de quelque 49 000 hectares en cours de récolte — de quoi aggraver l'engorgement (*L'Observateur, 2026*). Le paradoxe est brutal : la Vallée produit, mais le marché n'absorbe pas.

## 2. Les causes : concurrence des importations et dispositifs de soutien défaillants

Trois facteurs se conjuguent. D'abord, la **concurrence du riz importé**, vendu moins cher : le Sénégal a importé près de 1,39 million de tonnes de riz en 2025, pour une valeur d'environ 522 milliards de FCFA (*Seck / SenePlus, 2026*). Ensuite, l'**échec des dispositifs d'écoulement** : une convention signée le 12 novembre 2025 avec des importateurs n'a permis d'écouler qu'environ 6 050 tonnes avant que ceux-ci ne suspendent leurs achats, faute de compétitivité face aux importations (*APS, 2026*). Enfin, un **étranglement**

**financier** : arrêt partiel de la transformation, mise en chômage technique des travailleurs et retrait des banques qui compromet le financement de la prochaine campagne hivernale (APS, 2026). Les producteurs redoutent de ne pas pouvoir rembourser leurs crédits, ce qui menace directement l'objectif de souveraineté alimentaire.

### 3. La réponse publique : le plan d'urgence de juillet 2026

Après une marche de protestation des acteurs de la filière à Ross-Béthio et la tenue d'un conseil interministériel présidé par le Premier ministre Ahmadou Al Aminou Lo, l'État a arrêté début juillet 2026 un plan d'urgence combinant la régulation des importations, le soutien aux prix et l'activation de la commande publique (APS, 2026 ; *Tambacounda.info*, 2026). Les principales mesures sont les suivantes :

#### Mesures du plan d'urgence (juillet 2026)

- Suspension, pour un mois, de la délivrance des déclarations d'importation de produits alimentaires, afin d'assécher le marché des stocks importés (APS, 2026).
- Conditionnement des nouveaux quotas d'importation à l'achat préalable de quantités déterminées de riz local (APS, 2026).
- Subvention de 50 FCFA/kg aux riziers et prix de cession de 280 FCFA/kg aux commerçants partenaires (*Tambacounda.info*, 2026).
- Achat par l'État d'environ 9 000 tonnes de riz blanc via l'ARM et la Direction du commerce intérieur, pour 3,15 milliards de FCFA (*Tambacounda.info*, 2026).
- Mémorandum d'entente État-commerçants (8 juillet 2026) définissant le calendrier, les zones de distribution et la logistique d'écoulement (APS / *allAfrica*, 2026).
- Suivi rigoureux des achats institutionnels (ministères et entités publiques) au titre d'une lettre circulaire du Premier ministre, avec un comité de suivi hebdomadaire (APS, 2026).
- Campagne de promotion de la consommation de riz local (APS, 2026).

Ces mesures prolongent des décisions déjà prises en amont : la fixation d'un prix du riz local (350 FCFA/kg) assortie d'une restriction des importations en novembre 2025, puis une règle d'achat imposée à l'administration en février 2026 pour prioriser la production nationale (*Senego*, 2026).

### 4. Lecture : la commande publique comme levier structurel, pas conjoncturel

La crise confirme la thèse développée dans les travaux précédents : la mévente n'est pas un problème de production, mais de débouchés **et de régulation**. Les rachats ponctuels et les subventions d'urgence traitent le symptôme ; ils ne créent pas la demande stable qui sécuriserait la filière. Le maillon décisif reste la **commande publique institutionnelle** — armée, hôpitaux, prisons, universités, cantines scolaires — dont le potentiel a été chiffré par ailleurs comme un débouché plancher de plusieurs dizaines de milliers de tonnes par an. Or c'est précisément là que les engagements ont le plus tardé : les riziers dénoncent la non-application des achats publics pourtant annoncés (APS, 2026). Trois conditions rendraient ce levier réellement structurant : (a) contractualiser des volumes pluriannuels entre associations de riziers et grands consommateurs publics, sous l'égide des ministères de l'Agriculture et du Commerce ; (b) adosser

ces contrats à une norme de qualité opposable, qui retire à la « qualité » son statut de prétexte de refus ; et (c) instituer un observatoire de la filière fondé sur des données partagées, pour caler importations, stockage et soutien sur des faits objectifs (*Seck / SenePlus, 2026*). Autrement dit, la souveraineté rizicole ne se gagnera pas seulement dans les rizières, mais par une gouvernance de la filière où la demande publique devient un instrument permanent de régulation, et non un pansement de crise.

## Références

**APS (2026).** Un plan d'urgence élaboré pour faciliter la commercialisation du riz local ; Ross-Béthio : l'État invité à prendre des mesures urgentes ; Riz local : des producteurs expriment leurs inquiétudes face aux stocks d'invendus. *aps.sn*

**CIRIZ / APS (2026).** Déclarations du Comité interprofessionnel du riz — production ~729 000 t de paddy (~448 000 t de riz blanc) et stocks invendus. Ross-Béthio, juillet 2026.

**L'Observateur (2026).** Vallée du fleuve : la filière rizicole face aux invendus (335 000 t de riz et de paddy ; 35 000 t de riz blanc ; ~290 000 t à venir). Groupe Futurs Médias. *seneweb.com*

**Ndar Info (2026).** Riz en souffrance dans la vallée : environ 335 000 t invendues en juin 2026 ; conseil interministériel du Premier ministre. *ndarinfo.com*

**Seck, P. A. / SenePlus (2026).** Le paradoxe du riz : quelques suggestions pour mieux valoriser le riz local (importations 2025 : ~1,39 Mt / ~522 milliards de FCFA ; contractualisation et observatoires de filière). *seneplus.com*

**Tambacounda.info (2026).** Crise du riz local : l'État déploie un plan d'urgence pour écouler les stocks (subvention de 50 FCFA/kg ; prix de 280 FCFA/kg ; achat de ~9 000 t pour 3,15 milliards de FCFA). *tambacounda.info*

**Senego (2026).** Riz en souffrance : mesures d'urgence du Premier ministre ; rappel des décisions de novembre 2025 (prix de 350 FCFA/kg, restriction des importations) et de février 2026 (règle d'achat public). *senego.com*

*Note : synthèse des sources de presse et institutionnelles arrêtée au début de juillet 2026 ; les chiffres de stock et les mesures évoluent rapidement et sont à réactualiser au moment de l'usage.*